

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° 1042 Prix : 2000 Fc

Directeur de Publication : Jacques Famba

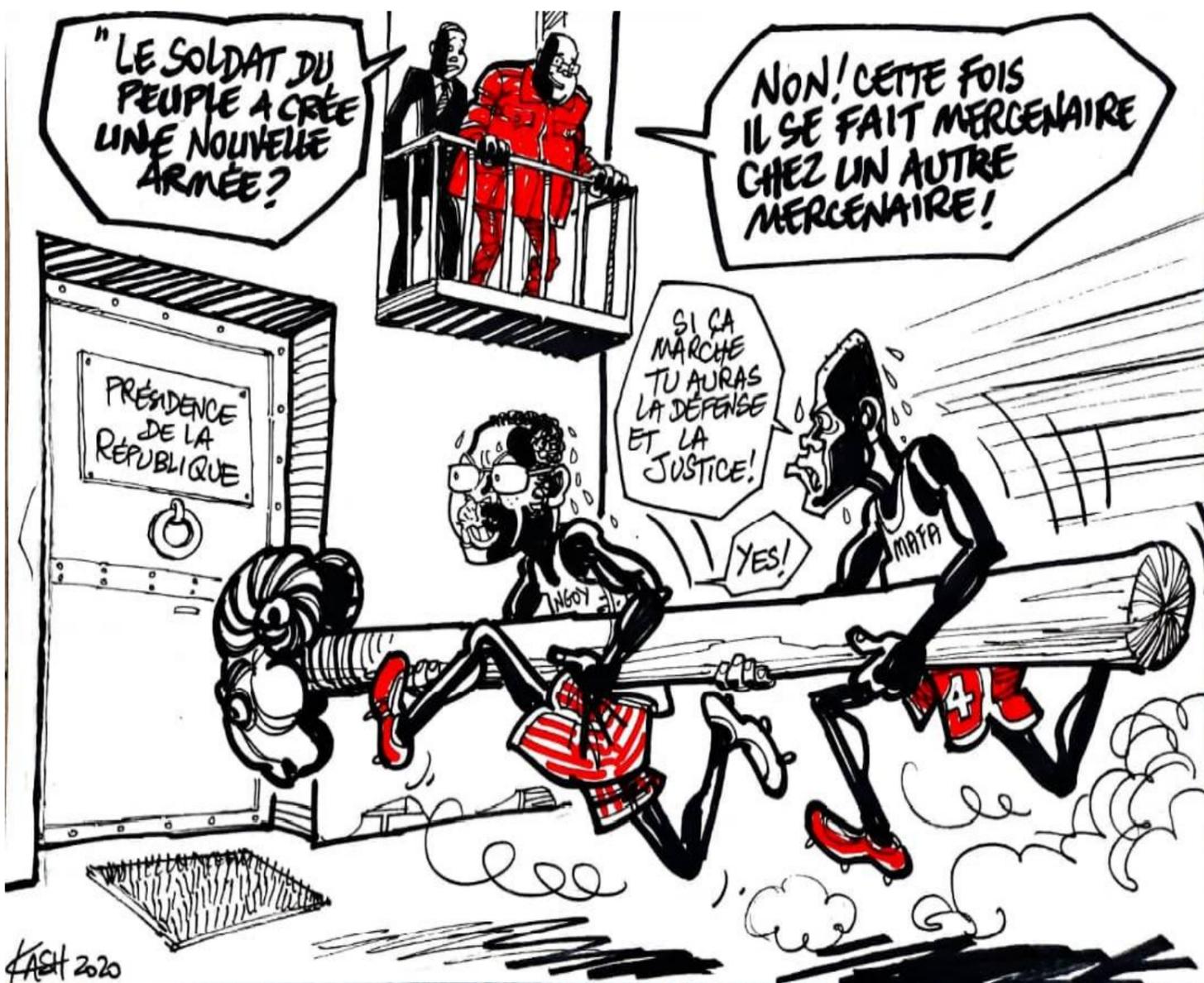
Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

Elections anticipées

(Lire en page 12)

M. Fayulu et Th. Ngoy, nouveau duo contre Fatshi



Insécurité à l'Est

Tshisekedi consulte son gouvernement et la Monusco

(Lire en page 4)

Denis Mukwege tonne contre le manque de justice pour les crimes en RDC

(Lire en page 7)

MAZEMBE

Annoncé en fuite, Glody Likonza fixe l'opinion

(Lire en page 11)



Est du pays

Les FARDC tuent le Fdlr Léon Mpiranya alias «Kagoma»

Au cours d'un entretien accordé mardi 1er septembre à Radio Okapi, le porte-parole de l'opération Sokola 2, le Major Ndjike Kaiko, a annoncé la neutralisation le week-end dernier, du chef rebelle du mouvement FDLR/RUD (Ralliement pour l'Unité et la Démocratie).

Selon le porte-parole de l'opération Sokola 2, le général autoproclamé Léon Mpiranya alias «Kagoma» a été tué, la nuit de jeudi à vendredi 28 août, dans la localité de Makoka, en groupement Binza, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu).

Il précise que c'est à l'issue d'une opération militaire qui ciblait, du 16 au 28 août dernier, cette faction dissidente des FDLR/FOCA et leurs alliés du Collectif des Mouvements pour le Changement, CMC/NYatura.

Le Major Ndjike Kaiko affirme également que ce haut cadre des FDLR a été tué et d'autres combattants de son groupe cap-

turés.

« C e sont des opérations qui se sont déroulées en deux phases et sur deux axes. Il y a eu l'axe Nyabanira et l'axe Kitshanga. Après évidemment des rudes combats qui ont opposés les forces loyalistes à ces déten-

teurs illégaux d'armes à feu, les Forces armées de la RDC sont parvenues à neutraliser le général Kagoma qui est le responsable qui a remplacé, à la tête des FDLR/RUD, Jean Michel Africa qui a été neutralisé il y a de cela une année. Lui à son tour, le général Kagoma, a été



Le commandant secteur opérationnel Sokola 2 Sud Sud, le général Boswane Gaby accueilli à Minembwe par le commandant de la 12e brigade des forces de réaction rapide des FARDC à Minembwe, le général Tony mwangala. Radio Okapi/Fiston Ngoma.

neutralisé, mais aussi nous avons restauré l'autorité de l'Etat, dans toute cette zone, et nous avons récupéré les armes, nous avons neutralisé pas mal d'inciviques, mais aussi il y en a ceux qui, suite à la pression, se sont rendus à l'armée loyaliste», a-t-il indiqué

Lutte contre la covid-19

Wivine Moleka distribue les kits d'hygiène à sa base

Près de cinq mois sans rencontrer sa base de la Lukunga suite à la pandémie du coronavirus, voici Wivine Moleka qui renoue ses contacts avec son électorat.

Une base constituée des militants du Parti du peuple pour la reconstruction et la



démocratie (PPRD) et des sympathisants des sept communes qui composent le district de la Lukunga.

Dans son mot de circonstance, l'honorable Wivine Moleka a d'abord commencé par déclarer la journée de ce dimanche 30 août comme journée d'action de grâce à Dieu. Une manière pour cette fervente chrétienne catholique de dire merci à l'Éternel Dieu Tout Puissant qui a protégé les siens et a permis ces retrouvailles.

Elle a par la même occasion remercié l'assistance qui lui est restée fidèle et soudée pour que le parti aille de l'avant. Et pour finir elle a sollicité une minute de silence en mémoire des élèves qui ont perdu la vie le deuxième jour du Tenafé à Masisi.

Pour ce haut cadre du PPRD, l'objectif de cette rencontre est de sensibiliser les militants de son parti et des sympathisants sur la pandé-

mie du coronavirus. Une sensibilisation axée sur le respect des gestes barrière édictés par le gouvernement de la République à savoir la distanciation physique, le port de masques, se laver régulièrement les mains avec du savon ou appliquer le gel hydro alcoolique.

Ainsi pour contribuer à la lutte contre le coronavirus, l'honorable Wivine Moleka, communément appelée Maman Sociale, a distribué des kits d'hygiène tels que des lave-mains, des masques, du savon liquide, des désinfectants et des gels hydro alcooliques. Ajouté à cela un sac plein des vivres comme du riz, des boîtes à conserve, de la semoule, bidon d'huile et autres. Des biens couronnés par une enveloppe pour chaque participant.

C'est autour d'une table que s'est clôturée cette belle journée dite d'action de grâce.

Homère Mokinda

Devant le Parlement européen

Dr Denis Mukwege fait le plaidoyer de la mise en œuvre du rapport Mapping



Au cours de son exposé par visioconférence lors de la première réunion de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen ce lundi 31 août, Dr Denis Mukwege a continué son plaidoyer en faveur de la paix en RDC et de la mise en œuvre des recommandations du rapport Mapping.

Pour le Dr Mukwege, la justice indépendante et la lutte contre l'impunité sont la seule garantie pour mettre fin aux crimes contre l'humanité en RDC.

Le Dr Mukwege a mené son plaidoyer sur deux fronts devant les députés européens. D'abord sur le plan international. Il a ainsi rappelé la nécessité de créer un

tribunal pénal international pour la RDC. Cela pour juger les auteurs des crimes des conflits en RDC : « <<La Cour Pénale Internationale n'est compétente que pour les crimes commis après juillet 2002, alors que l'inventaire effectué dans le rapport mapping couvre la période allant de 1993 à 2003. Cette situation qui fait honte à notre humanité commune ne peut plus durer>> ».

Sur le plan national, le gynécologue congolais préconise la création des chambres spécialisées mixtes dans les juridictions congolaises : « Les experts des Nations-Unies ont préconisé en premier lieu l'instauration des chambres spécialisées mixtes au sein des juridictions congolaises où des magistrats et des juges congolais siègeraient aux côtés de leurs homologues internationaux pour rendre justice aux victimes et contribuer au renforcement des capacités des organes congolais de poursuite et de jugement ».

Le prix Nobel de la paix 2018 a tenu à rappeler qu'aucune des recommandations du rapport Mapping n'a été appliquée en 10 ans. Et qu'il était donc important aujourd'hui de s'engager à mettre en œuvre ces recommandations qui sont donc d'actualité aujourd'hui.

Sankuru

Le monkey pox attaque les enfants de moins de 5 ans : une dizaine de décès

Le monkey pox ou la variole de singe est citée parmi les épidémies présentes dans le pays. Elle sévit au Sankuru et dans les autres provinces couvertes par la forêt équatoriale. Selon le chef de division provinciale de la Santé dans la province du Sankuru, Aimé Alengo, 141 cas sont déjà enregistrés, avec 10 décès.

La maladie est plus visible chez les enfants de moins de 5 ans.

« Actuellement, la province fait face à une épidémie, au niveau de la zone de santé de Katakokombe, celle de monkey pox ou la variole de singe, qui est une zoonose virale, c'est-à-dire qu'elle est transmise à l'homme par l'animal. De la première semaine de la surveillance jusqu'à la 33^{ème}, nous avons enregistré 141 cas confirmés, avec 10 décès. Ce qui nous a donné un taux de létalité de 7%, c'est vraiment très élevé, parce que les études nous montrent que le taux de létalité pour le monkey pox varie entre 1 et 10%. La tranche d'âge la plus touchée est inférieure à 5 ans, parce que ces enfants sont plus en contact avec les parents qui reviennent du champ et de la chasse, et consomment également la viande », affirme à ACTUALITE.CD, Dr Aimé Alengo.

La maladie est transmise par la consommation des animaux re-

trouvés morts dans la forêt.

« Nous faisons partie de quelques pays d'Afrique qui ont encore des cas de cette maladie. La transmission de cette maladie peut aussi être interhumaine, c'est-à-dire dans des milieux ruraux où les principales occupations sont la pêche, la chasse et l'élevage, lorsque celui qui a attrapé le monkey pox en consommant des primates, et des rongeurs trouvés déjà morts dans la forêt, est en contact physique avec d'autres personnes, il a la capacité de propager l'infection autour de lui. Les symptômes de cette maladie sont souvent les éruptions cutanées, la fatigue, et les difficultés respiratoires. Mais il n'y a pas une prise en charge appropriée, comme elle est d'origine animale, la prise en charge est symptomatique », ajoute-t-il.

Le chef de division provinciale de la Santé dans la province de Sankuru assure avoir renforcé la sensibilisation, posé un diagnostic comportemental et un diagnostic communautaire, et s'est rendu compte « que la population est tellement pauvre que la forêt est la seule source de revenu », mais reste quand même confiant que si la population adopte un comportement responsable en évitant de consommer les primates ou rongeurs trouvés morts dans la forêt, la maladie pourrait être maîtrisée.

Thérèse Ntumba

La République
2, Avenue des Entreprises,
Immeuble Sema, Gare centrale,
Kinshasa-Gombe

Directeur de Publication
Jacques Famba

Coordonnateur de la Rédaction
Boendy Bo Lokanga
+243999199410
Collaborateurs

Boendy BL
Gaston Liande
Rédaction
Enquête et Reportage
Boendy BL
0999307909
Jacques Famba
Secrétaire de rédaction
Beni Joel Dinganga
technique
Benoît Mutshipayi
Secrétaire de rédaction
PAO
Abédi Salumu

Direction Commerciale et Financière
Dominique Lumumba
0815011886, 0997440728
Lubumbashi
Freddy Tshijika
Jean L. Mwamba
Distribution
Bertin Sefu
Senga Jean-Victor
Vente
-
Images
Dieudonné Kanyinda
Bram's

Union des démocrates Katumbistes

La SGA Georgette Biebie visite les veuves de Ndjili

Cherchant à mobiliser les mamans qui ont confiance à Moïse Katumbi Chapwe, Madame Georgette Biebie Songo, Secrétaire générale adjointe chargée des femmes dans l'Ensemble pour la République, accompagnée de madame Matilde Mogadja, chargée de l'implantation de l'Ensemble pour la République, madame Solange Mafuta, conseillère aux mouvements Katumbistes et de madame Romaine Mbayoka, présidente des mamans veuves de Kikwit s'est rendue le week-end dernier dans la commune de Ndjili s'entretenir avec les mamans veuves de l'Union des démocrates Katumbistes, une structure d'accompagnement à Moïse Katumbi.

En effet, au-delà de toute considération politique, Madame Georgette Biebie a voulu que cette visite soit circonscrite dans un cadre typiquement social et humanitaire. Car dans son mot de circonstance, la secrétaire générale adjointe chargée

des femmes d'E.R n'a pas oublié d'encourager les femmes veuves de Ndjili à être porteuses du message de Moïse Katumbi. Avant cela, elle a fait savoir à ces femmes l'importance d'être aux côtés de Katumbi.

Par ce message adressé aux veuves de Ndjili qui, en réalité s'est adressé à d'autres femmes de la République, Madame Biebie a mis un accent particulier sur le rôle de la femme dans notre société. C'est la femme dit Biebie, qui garde la maison. Et à ce titre, la Ligue des femmes de E.R ne pouvait rester silencieuse aux cris de toutes ces femmes qui par leurs activités de tous les jours, surviennent aux besoins des familles.

Signalons que l'Union de démocrates Katumbistes qui est dirigé par monsieur Luciano Mbo Mosengo, est une association sans but lucratif qui accompagne les actions de son leader Moïse Katumbi Chapwe.

Beni Joël Dinganga

Le MLC, préoccupé par l'insécurité persistante, invite le gouvernement à prendre ses responsabilités



Le Mouvement de Libération du Congo (MLC) est préoccupé par l'insécurité persistante et croissante à l'Est de la République Démocratique du Congo, précisément dans les provinces du Nord-Kivu, Ituri et dans le Haut-Uele.

Dans son communiqué publié Kinshasa le 1er septembre 2020 et signé par son Secrétaire général, Ève Bazaiba, le MLC constate qu'à ce jour, cette insécurité a atteint des proportions insupportables.

Le communiqué cite les cas suivants : les 5 élèves finalistes de l'école primaire sauvagement assassinés à Masisi le 26 août 2020; l'attaque armée du 30 août contre les finalistes de l'institut Rungu à Isiro entraînant des actes de viols et plusieurs autres massacres enregistrés,

dont celui d'une maternité dans le Haut-Katanga.

Le MLC condamne ces actes ignobles et appelle à l'implication de tous: la classe politique, les institutions de la République ainsi que l'ensemble des forces vives de la nation, afin d'agir avec diligence pour prévenir et stopper ce déferlement de violence à l'égard des enfants.

Le MLC invite le gouvernement à prendre ses responsabilités pour mettre un terme à l'insécurité à l'Est de la RDC et sur toute l'étendue du territoire national.

Thierry Mfundu

Félix Tshisekedi a rendu visite aux 200 familles des policiers surpris par un incendie

Dans la nuit de samedi 30 au dimanche 31 août dernier, plus de 500 personnes incluant 200 policiers du Groupement Mobile d'Intervention et leurs familles cantonnés au pavillon 12 de la Foire internationale de Kinshasa (FIKIN) ont été surpris par un incendie qui a tout réduit en cendres. Fort heureusement, aucune perte en vie humaine n'a été déplorée mais le feu a tout calciné contraignant ces familles à une vie d'errance.

Informé et affecté par cette situation dramatique, le Président de la République-Commandant Suprême des forces armées est allé ce mardi 1er septembre à la rescousse de ces familles en désarroi, rapporte la presse présidentielle.

Sur place, le Chef de l'Etat Felix Antoine Tshisekedi a constaté l'ampleur du sinistre et a apporté des solutions immédiates. Des tenues de travail, des matelas et plusieurs tonnes des vivres ont été remis au Commissaire Provincial de la PNC pour distribution immédiate. Chaque famille sinistrée a également reçu une importante somme devant les servir à se reconstituer un nouveau logement provisoire. Le Chef de l'Etat a pris l'engagement de delocaliser ces familles des policiers vers un autre campement en construction.

Les policiers bénéficiaires et leurs dépendants ont salué la sollicitude et le pragmatisme du Chef de l'Etat Felix Antoine Tshisekedi qui est toujours à l'écoute de son peuple.

Près de 600 policiers du GMI formés dans le cadre de la sécurisation du processus électoral sont et leurs familles sont cantonnées à la FIKIN.

Thierry Mfundu

Bientôt 60 millions USD de l'Etat à la Regideso et à la Snel

Le vice-premier ministre Jean Baudouin Mayo vient d'instituer, ce lundi 31 août 2020, un Comité mixte impliquant les experts du ministère du Budget, d'un côté, et ceux de la Régideso et de la Snel, de l'autre. Objectif : assurer le suivi étroit de l'apurement mensuel des arriérés de factures de l'Etat vis-à-vis de ces deux entreprises.



En effet, le président de la République avait, lors de la 45ème réunion du Conseil des ministres tenue à Kinshasa le 21 août 2020, chargé le premier ministre de se pencher sur la compensation du manque à gagner pour la Snel et Régideso. Ces deux sociétés qui sont dans une situation qui risque de les conduire à l'arrêt de leurs activités faute de moyens conséquents.

La gratuité de fourniture d'eau et d'électricité décrétée par le Gouvernement en avril et mai dernier, pendant la crise sanitaire de Covid-19, a davantage déstabilisé la situation financière fragile de la Snel et de la Régideso. Depuis lors, la facture globale n'a pas été honorée par le Gouvernement.

Des sources recoupées par Zoom Eco convergent à un montant global de factures de deux mois de fourniture avoisinant les 60 millions USD pour la Regideso et la Snel. Sur cette somme, même pas 1% n'a jusque-là été payé par l'Etat.

C'est un véritable manque à gagner pour ces entreprises dont les services ont été rendus aux ménages durant cette période d'état d'urgence sanitaire. Le non paiement de cette lourde facture par le Gouvernement met ainsi la Snel et la Régideso en difficultés de pourvoir faire face à leurs charges de production et de fonctionnement.

D'où, l'option levée par le Gouvernement de procéder par un apurement échelonné des arriérés de factures dus à ces deux sociétés.

« Le vice-premier ministre a dé-

montré qu'il y a la volonté de l'Etat. Il y a l'instruction de la haute hiérarchie du pays de trouver une solution pour que les deux sociétés puissent avoir mensuellement un paiement régulier. Et pour cela, il a décidé de mettre en place une équipe de travail mixte Snel-Regideso et ministère du Budget pour aller dans les détails et voir comment mettre ce paiement en action », a déclaré à la presse le directeur général de la Snel Jean-Bosco Kayombo.

A ce stade, d'aucuns ne s'expliquent pas comment l'Etat n'a pas été en mesure de payer ces factures au moment opportun alors qu'il a pu bénéficier de l'intervention financière du Fonds monétaire international (FMI) par le mécanisme de la facilité de crédit rapide (FCR) pour notamment faire face aux effets directs et indirects de la pandémie de Covid-19.

Par ailleurs, l'insolvabilité de l'Etat vis-à-vis de la Regideso et de la Snel est légendaire. Les factures de consommation d'eau et l'électricité fournies aux bâtiments publics, camps militaires, hôpitaux publics, résidences officielles, universités et établissements scolaires, ... sont difficilement payées par l'Etat. Plus les années avancées, plus les arriérés se cumulent et les montants gonflent.

Des Gouvernements qui se sont succédés ont toujours abordé cette question d'arriérés dus à ces sociétés et des décisions ont souvent été prises pour leur apurement sans que le processus n'arrive jusqu'au bout.

Pour ce énième engagement, faudrait-il espérer que l'Etat congolais tienne ses promesses pour ne pas pénaliser les activités de la Regideso et de la Snel avec leur impact négatif sur la pauvre population ?

A en croire le compte rendu de la séance de travail de ce jour entre les deux parties, le Gouvernement semble plus que déterminé. Donc, rassurant d'apurer jusqu'au dernier centime.

Cela implique que le processus d'apurement de cette dette fasse l'objet d'une bonne communication, au nom de la transparence et de la redevabilité de l'action de l'Etat.

Zoom Eco

Insécurité à l'Est

Tshisekedi consulte son gouvernement et la Monusco

La problématique de la sécurité dans l'Est du pays a été passée largement en revue au cours d'une rencontre de plus de cinq heures, qui a réuni autour du Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, lundi, à la cité de l'Union africaine, le Premier ministre, les trois vice-Premiers ministres, des ministres sectoriels, la représentante spéciale du Secrétaire général l'Organisation des Nations Unies et l'équipe des bailleurs de fonds.

Selon le gouverneur de la province de l'Ituri, Bamanisa Saidi, qui s'est confié à la presse à l'issue de la réunion, les participants à la rencontre ont examiné, avec le Chef de l'État, toutes les questions d'ordre sécuritaire et de développement dans l'Est du pays, ce qui, a-t-il dit, a permis au Président de la République, garant de la Nation, de donner des orientations idoines, à cet effet.

Il s'agit, a-t-il noté, d'arrêter des mécanismes qui s'imposent afin que la sécurité soit recouvrée et de manière à faire venir des investisseurs. « Il a également été question de mettre en place un budget conséquent en l'an 2021 pour des besoins communautaires », a-t-il souligné.

Pour Jean Bamanisa, le Chef de l'État tient mordicus à casser définitivement le cycle de violences causé par les groupes armés dans l'Est du pays, où il y a une sorte de business qui se fait par des « tireurs des ficelles », qui essaient de réclamer des grades ou de l'amnistie.

« Toutes ces questions ont été longuement débattues afin que chacun, à son niveau, puisse prendre ses responsabilités pour mettre fin aux violences et lancer définitivement la partie Est du pays sur le chemin du développement », a conclu le gouverneur Bamanisa.

ACP

Sécurité à l'Est

Fatshi poursuit les entretiens avec les gouverneurs de l'Est



S'agissant de l'insécurité, il a demandé à mettre en place des stratégies qui s'imposent afin de l'éradiquer complètement. Ce qui en définitive devrait rassurer en même temps les investisseurs qui veulent s'installer dans cette région.

À la question de la relance des activités économiques, le Chef de l'État a exigé la création d'un budget conséquent en 2021 pour répondre aux besoins communautaires de la population de cette partie du pays.

S'adressant à la presse après cette rencontre, le Gouverneur de l'Ituri, Jean Bamanisa souligne que « l'insécurité est devenue une sorte de business qui se fait par des tireurs des ficelles. Ces derniers espèrent au moment venu réclamer des grades ou l'amnistie ».

En mission officielle à Kinshasa depuis plusieurs jours, c'est la deuxième fois que le Président de la République reçoit les trois gouverneurs des provinces de l'Est du pays.

Jules Ninda

Le Président de la République Démocratique du Congo, Félix Antoine Tshisekedi a réuni ce lundi 31 Août, le Premier Ministre, le Vice-Premier Ministre de l'intérieur, les Ministres de la Défense National, des Infrastructures, de la Santé, des Finances, du Commerce Extérieur et du Plan ainsi que quelques responsables des services de sécurité.

Lors de cet entretien axé sur l'insécurité dans la partie orientale du pays, le chef de l'État a donné différentes orientations à ses hôtes notamment les Gouverneurs des Provinces du Nord et Sud Kivu, et de l'Ituri ont pris part.

Ituri

La Codeco enlève plus de 40 personnes

On est toujours sans nouvelles d'au moins 42 personnes kidnappées jeudi dernier au village Shaba dans le territoire d'Aru, en Ituri, dans l'est du pays. Ces personnes ont été enlevées à la suite d'une attaque attribuée à la milice Codeco. Cette incursion qui a visé cette cité minière a coûté la vie à au moins trois personnes selon les autorités locales. La situation est d'autant plus inquiétante que cette zone était relativement épargnée par les violences armées.

Munis d'armes blanches et d'armes à feu, les assaillants ont profité de la nuit pour s'introduire dans cette cité habitée principalement par les exploitants miniers. Le chef de cette carrière artisanale et deux autres personnes ont été tués sur le champ. Ils ont été enterrés dimanche. Cette agglomération située à une centaine de kilomètres de Aru, la principale ville du territoire du même nom, a été pillée.

Selon les sources locales, certaines personnes kidnappées ont été

utilisées pour transportées le butin. À ce stade, on ne sait toujours pas où elles ont été emmenées. Les recherches à proprement parler n'ont pas encore débutées.

Ce n'est que ce mardi qu'une délégation composée notamment de l'administrateur du territoire quittera Aru pour se rendre sur le lieu de l'attaque.

Entretiens, les ex-chefs de guerre envoyés par Félix Tshisekedi pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu séjournent toujours en Ituri. Ils visent maintenant les régions minières. Les deux prochaines semaines, ils seront à environ 35 km de Bunia, le chef-lieu de la province. De là, ils promettent d'amorcer des échanges pour notamment avoir des informations sur l'attaque de jeudi.

Le gouverneur de la province est lui toujours à Kinshasa. Lundi, il a participé à une réunion dite extraordinaire dirigée par Félix Tshisekedi. Elle portait justement sur la sécurité et le développement de la partie Est du pays.

RFI/LR

Opportunisme politique

Roger Lumbala apporte son soutien sans condition à Félix Tshisekedi

« Ma base voulait me voir réintégrer ma famille politique d'origine. Elle veut que Roger Lumbala et les siens accordent leur soutien sans faille au président de la République Félix Tshisekedi », a dit l'ancien ministre de commerce extérieur, Roger Lumbala au cours d'un point de presse tenu à Kinshasa le dimanche 30 août 2020.

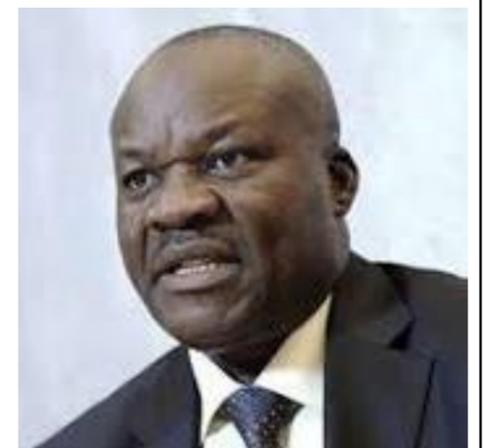
Selon Top Congo FM qui rapporte ses propos, Roger Lumbala annonce: « j'apporte un soutien sans faille, sans condition et sans exigence au président de la République », fils d'Étienne Tshisekedi, décédé le 1er février 2018 à Bruxelles en Belgique de suite d'une embolie pulmonaire.

Entre-temps, Roger Lumbala demande pardon à l'esprit de feu Étienne Tshisekedi pour avoir abandonné les vraies valeurs.

« Je demande pardon à l'esprit de feu Étienne Tshisekedi. Pardonnez-moi cher frère pour avoir abandonné les vraies valeurs, malgré vos multiples appels. Je demande aussi pardon à tout celui que j'ai offensé de manière directe ou indirecte », affirme Roger Lumbala.

Il annonce par la même occasion la création de sa plate-forme forme la Base de la République.

Alors qu'ils étaient (Joseph Olenghankoy... et Bruno Tshibala)



considérés comme des « traîtres en dédoublement » le Rassemblement des forces acquises à l'Opposition (Rassop), plateforme politique créée dans la banlieue Bruxelloise de Genval en Belgique par Étienne Tshisekedi et quelques leaders de l'Opposition « pour exiger le respect de la Constitution et le départ de Joseph Kabila au terme de son mandat » constitutionnel en décembre 2016, en rejoignant le camp de l'ancien président de la République lui permettant de rester au pouvoir deux ans de plus, Roger Lumbala constate que « ma base m'avait rejeté systématiquement ».

Il révèle même que « là où j'étais parti, personne ne me faisait confiance. On me regardait comme un Ovni ».

Thierry Mfundu

Exécution du Budget

Mi-août : 26% en recettes, 28% en dépenses



L'exécution du Budget de l'Etat a affiché 26,6% en recettes totales mobilisées et 28,1% en dépenses totales réalisées au 14 août 2020. C'est ce que rapporte la banque centrale du Congo (BCC) dans son Condensé hebdomadaire d'informations statistiques N° 33. Cette situation dégage un solde déficitaire des opérations globales du Trésor public de 272 506 millions de CDF.

Par rapport aux prévisions de 17 225 milliards de CDF, seuls 4 575 milliards de CDF ont été mobilisés en termes des recettes publiques entre le 1er janvier et le 14 août 2020, soit un taux d'exécution du Budget de 26,6%.

En effet, la Direction générale des impôts (DGI) a mobilisé 30,8% de ses assignations budgétaires, soit 1 883 milliards de CDF. La Direction générale des douanes et accises (DGDA) n'a atteint que 23,9% de ses assignations budgétaires annuelles en mobilisant 1 093 milliards de CDF. La Direction générale des recettes administratives, domaniales et de participations (DGRAD) a mobilisé 725 milliards de CDF soit l'équivalent de 28,4% de ses assignations budgétaires.

A cela s'ajoutent les recettes issues des pétroliers producteurs de cette période qui ont représentées 96 milliards de CDF, soit 21,8% des assignations.

Du côté des dépenses, la Banque centrale du Congo (BCC) indique qu'elles ont été effectuées à hauteur de 4 847 milliards de CDF sur les prévisions globales de 17 225 milliards de CDF. Ce qui dégage un taux d'exécution de 28,1%.

En détaillant l'état d'exécution de ces dépenses par rapport aux lignes de crédit respectives, il s'avère que les rémunérations ont atteint un taux de réalisation de 56,2%. Cela veut dire que sur 5 198 milliards de CDF prévus pour l'année, 2 922 mil-

liards de CDF ont déjà été consommés au 14 août 2020.

Il y a ensuite, les frais de fonctionnement des institutions qui ont franchi les 41% de consommation de leurs crédits. Ce qui suppose que sur le 1 244 milliard de CDF, 511 milliards de CDF ont déjà été utilisés.

La rubrique « dette publique » a consommé 28,1% de sa ligne de crédit budgétaire annuelle, soit 226 milliards de CDF sur un total de 805 milliards de CDF. Quant aux subventions et transferts aux provinces, cette ligne de crédit n'a été utilisée qu'à hauteur de 7,3%. Cela signifie que sur 3 567 milliards de CDF, seuls 261 milliards de CDF ont été consommés.

Zoom éco./LR

Bons et Obligations du Trésor

Les remboursements ont atteint 171 millions USD



Le gouvernement a remboursé les Bons et Obligations du Trésor à hauteur de 343 300 millions FC, soit 171,65 millions USD depuis le début de l'année jusqu'au 14 août 2020, indique la Banque centrale du Congo (BCC), dans son bulletin des statistiques sur les opérations financières de l'Etat, a appris l'ACP lundi de cet institut d'émission.

Quant aux commissions sur ces Bons et Obligations du Trésor, précise la source, elles sont évaluées à 5 198,77 millions FC, soit 2,599 millions USD, pour la même période. C'est depuis octobre 2019 que le gouvernement a relancé les émissions des Bons du Trésor afin de pallier la faiblesse de la mobilisation des recettes publiques et de diversifier ses sources de financement. Jusque-là, les émissions des Bons du Trésor se font seulement sur le marché in-

térieur et en monnaie nationale, le franc Congolais (FC).

Chaque mardi de la semaine, le ministère des Finances ouvre des adjudications des Bons du Trésor. Elles sont principalement d'une échéance de 03 (trois) et 06 (six) mois. Un Bon du Trésor est un titre d'emprunt émis par l'Etat et remboursable à échéance. En République démocratique du Congo (RDC), c'est le gouvernement qui émet ces titres d'emprunt par le canal du Trésor public. Quand un opérateur économique ou un particulier achète un Bon du Trésor, il prête de l'argent à l'Etat et devient, en quelque sorte, son créancier.

Garanti à 100 % par le gouvernement qui l'émet, le Bon du Trésor est l'un des placements les plus sûrs sur le marché monétaire, rappelle-t-on. ACP/LR

Emplois

Cap sur l'identification des travailleurs étrangers

Le constat fait par la ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Néné Nkulu Ilunga, est sans appel. Elle a fait état de l'embauche des travailleurs étrangers dans les entreprises du pays, après avoir informé le Conseil des ministres du vendredi.

La ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Néné Nkulu Ilunga, dit avoir constaté que l'embauche des travailleurs étrangers dans plusieurs entreprises congolaises est faite en violation des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Suite à cela, les membres du gouvernement ont été informés vendredi 28 août 2020 au cours de la réunion du conseil des ministres, estimant qu'il était indispensable de procéder à l'identification des étrangers afin de pallier ce problème.

Il faut noter que le dossier a été adopté moyennant l'application des



dispositions légales quant au financement du projet.

Selon la ministre Néné Nkulu Ilunga, « cette identification aura plusieurs avantages parmi lesquels la protection de la main d'œuvre nationale ».

Elle a ajouté que cette « identification aura également comme avantage de disposer d'une base des données fiables des travailleurs

étrangers, la protection de la main d'œuvre nationale en exigeant aux entreprises de se conformer aux dispositions légales et réglementaires en la matière, élargissant l'assiette des recettes fiscales et sociales de l'Etat par une maîtrise de la population », a précisé le compte rendu.

LR

BENI**Un prisonnier meurt de faim dans sa cellule de détention à la prison centrale**

Le corps d'un détenu a été retrouvé sans souffle de vie la nuit du lundi 31 août à ce mardi 01 septembre dans sa cellule de détention dans la prison centrale de Beni-Kangbayi au Nord-Kivu.

Les sources administratives de cette maison carcérale révèlent que c'est la famine qui serait à la base de sa mort.

L'information est aussi confirmée par Tsongo Makelele, directeur de cette maison carcérale. Une autopsie sera effectuée par les experts médicaux pour savoir la cause réelle de ce décès

L'infortuné était poursuivi pour parti-



icipation à un mouvement insurrectionnel Mai-Mai dans le territoire de Lubero au Nord-Kivu affirme la même personne ressource.

Ezedor Kihandi

Des milliers des déplacés fuient les attaques ADF

Des milliers de personnes déplacées ont fui les attaques des ADF depuis quelques semaines dans plusieurs villages et localités en territoire de Beni (Nord-Kivu).

Selon la société civile et des Organisations de Défense des droits de l'homme, ce déplacement de la population s'est accentué la semaine dernière à la suite de la résurgence des attaques des ADF dans la région.

Selon des sources de la société civile, ces déplacés qui se dirigent vers les grandes agglomérations jugées sécurisées disent craindre la



Vue aérienne de Mamove et Kamango en territoire de Beni, dans la partie Nord-Ouest. Radio Okapi/Photo Marc Maro Fimbo.

résurgence des attaques de ces rebelles ougandais. Me Omar Kavota de l'ONG Centre d'Etudes pour la Promotion de la Paix, la Démocratie et les Droits de l'Homme parle d'un désastre humanitaire dans trois des quatre secteurs du territoire de Beni :

« Les secteurs de Beni-Mabu, Rwenzori et Watalinga traversent en ce jour un désastre sur le plan humanitaire. La plupart des popu-

lations dans ces entités ont fui. Sur plus ou moins 1.500.000 personnes qui vivent dans le territoire de Beni, au niveau de notre organisation nous réalisons que plus ou moins 5.550 mille sont des déplacés. Et cela s'appelle désastre humanitaire ».

La plupart de ces déplacés vivent dans les familles d'accueil à Oicha, Mutwanga, Bulongo, Kamango et Nobili.

SUD-KIVU**Des affrontements signalés à Bilalo Mbili, près de Mikenge**

La situation était tendue ce lundi 31 août dans les hauts plateaux d'Itombwe, en territoire de Mwenga, au Sud-Kivu où des affrontements ont opposé les FARDC aux miliciens Twigwaneho et alliés.

Ces combats, commencés tôt ce lundi dans la matinée, se sont poursuivis dans les après-midi à Bilalo Mbili, village situé à 5 Km au Sud-Ouest de Mikenge, groupement Basimukindje 1.

D'après des sources des FARDC, les présumés combattants et alliés de Twigwaneho ont attaqué ce village et brûlé des maisons appartenant aux civils.

Le porte-parole de l'armée au Sud du Sud-Kivu, le capitaine Dieudonné Kasereka, indique qu'un officier des FARDC du grade de Major a été blessé par balle au cours de l'attaque. Il a été admis aux soins à Mikenge en attendant son évacuation. Il indique également que l'armée a réussi à remettre de l'ordre à Bilalo Mbili après des violents combats qui ont duré trois heures.

Ces combats opposaient d'abord les

miliciens Twigwaneho aux mai-mai avant l'intervention des FARDC. Ces combats ont provoqué un déplacement massif de populations locales de Bilalo Mbili vers le centre de Mikenge. D'autre part, le président du camp des déplacés internes de Mikenge, Yoshua Basanda, contacté, a annoncé que des tirs à l'arme lourde et à la mitraillette de l'armée étaient toujours entendus lundi après-midi depuis les villages Rugezi et Bilalo Mbili.

Yoshua Basanda dit avoir exprimé au commandant du 122e bataillon des FARDC la crainte des déplacés internes de Mikenge d'être attaqués par les combattants mai-mai en représailles. Les FARDC et la MONUSCO suivent de près cette situation.

Les épreuves préliminaires de dissertation pour les élèves finalistes de 6^{ème} années ont été perturbées à Mikenge. D'après plusieurs sources locales, certains candidats finalistes ne peuvent se déplacer sans escorte des FARDC vers Mikenge pour passer ces épreuves.

NORD-KIVU**Des hommes armés sèment l'insécurité dans le territoire de Nyiragongo**

L'insécurité causée par des hommes armés reste quasi-permanente dans quelques agglomérations du territoire de Nyiragongo, au Nord de Goma (Nord-Kivu).

Les cas de kidnapping, des vols armés, des pillages ainsi qu'autres cas d'insécurité similaires deviennent de plus en plus le lot quotidien des habitants du territoire de Nyiragongo, affirme la coordination territoriale du mouvement de la société civile du Congo (MSCO). Cette structure citoyenne confirme que dans le groupement de Mudja notamment, au moins trois cas de kidnapping ont été rapportés la semaine dernière, dans le village de Karungu et de Bugamba II. Le mouvement de la société civile du Congo précise que toutes les victimes ont été libérées moyennant une rançon.

Dans le groupement de Munigi voisin, poursuit le MSCO, c'est le même décor. Toujours la semaine dernière, une fille de sept ans a été kidnappée avant d'être relâchée, après trois jours de captivité, dans



Le volcan Nyiragongo vu de Goma, 2004.

le village de Rukoko. Enfin, dans le groupement de Kibati, c'est une école qui a été pillée par les hommes armés. Contacté, l'administrateur de Nyiragongo, Barume Murega, se dit préoccupé par la montée de l'insécurité dans sa juridiction. Il affirme que les centres d'opérations constitués par les services spéciaux de la police et des renseignements ainsi que d'autres stratégies, sans les citer, sont déjà mis en place pour restaurer la sécurité dans le Nyiragongo.

Maniema**Un nouveau centre de santé voit le jour à Basoko**

Une nouvelle structure de Santé a été inaugurée lundi 31 août à Basoko, un quartier périphérique de la ville de Kindu (Maniema). Cette structure dont le coût des travaux n'a pas été révélé, a été construite par la fondation Mapon afin de répondre au besoin de cette population.

Il s'agit d'un centre de santé de deux bâtiments, avec une capacité d'accueil de 21 lits.

Selon le médecin directeur du Centre Hospitalier de Lumbulumbu, Dr Michel Musavuli, cette nouvelle structure sanitaire de Basoko va permettre à la population de cette partie de la ville d'accéder aux soins de qualité.

Pour le président du conseil d'administration, Augustin Matata Ponyo, ce cen-



Le centre de santé constitue une branche de l'Hôpital général de Lumbulumbu.

Le gouverneur de province, Jean - Pierre Amadi Lubenga a, pour sa part, promis une réponse favorable à la requête de l'extension du terrain pour l'épanouissement du centre de santé de Basoko.

SUD-KIVU**Les préliminaires de l'Exetat se passent dans le calme à Bukavu**

La passation de l'épreuve de dissertation pour les finalistes des humanités se déroule normalement ce lundi 31 août à Bukavu.

La province éducationnelle Sud-Kivu 1 aligne environ 35 finalistes dont à peu près 50 pourcents de filles.

L'ouverture officielle a été lancée au Collège Alfajiri par la ministre provinciale de l'Education aux côtés du staff de l'Inspection principale provinciale. Dans chaque centre de passation des épreuves de l'Examen d'Etat, les mesures barrières étaient prises en compte par les inspecteurs qui supervisent les acti-

ités. Il convient de mentionner que ces derniers n'ont plus mis en exécution leur menace de boycotter l'organisation matérielle, technique et financière de la session en cours. Ces acteurs importants de l'éducation entendaient forcer le maintien des frais de participation à 40 dollars alors que le gouverneur de province venait d'abroger son arrêté en rabattant ces frais à 25 dollars sous pression du bureau de l'organe délibérant du Sud-Kivu.

Quelques élèves se sont plaint de la transformation de leurs noms sur les fiches envoyées par l'Inspection générale de l'EPST Kinshasa.

Réalisation : radiookapi.net

Un exemple de pillage de la République Démocratique du Congo

Ce qui se dit dans de nombreux couloirs : Monsieur de MOORLOESE pille la RDC.

Il a des formes de prêts qu'il dit obtenir au nom du Gouvernement Congolais. Outre l'affaire parcelle de l'hôtel Intercontinental de Kinshasa, il y a un scandale plus grave encore c'est le contrat dénommé: PROGRAMME VOLONTARISTE AGRICOLE, pour lequel il a revendu des tracteurs Agricoles au Ministère ENORMÉMENT trop CHER.

A Kinshasa dans sa filiale DEM RD CONGO dirigée par Gaetan Falesse (qui a fuit en Belgique en Février) un tracteur est vendu à 33 000\$ et le même tracteur est revendu au Gouvernement à 52 000\$, des engins parfois même à des prix 3 fois plus chers que le marché local.

Bien évidemment cet argent, Gaetan Falesse, le fait repartir dans la structure Offshore basée à l'île Maurice (Dem Mauritius gérée par Paul Tsibanda)

Si le Ministre de l'agriculture ne tient pas à trop parler de ce dossier

c'est parce qu'il est conscient que ses prédécesseurs ont signé volontairement du n'importe quoi dans l'avantage programmé de certains très puissants.

60 Millions pour 3 premiers camps signé en 2018 avec le ministre de l'agriculture et 60 Millions pour 3 autres signé en 2019. Nous avons examiné le dossier et avons constaté qu'il y a eu surfacturation donc détournement des fonds. Philippe Demoorloese pille la RDC, il blanchit aussi des capitaux au travers ses contrats montés de toutes pièces et fait repartir toutes ces sommes à l'île Maurice masquant ainsi les réels commanditaires et bénéficiaires de ces détournements.

Comment comprendre que c'est encore sa société qui gère une société censée appartenir à l'État Congolais ? La Société Bio Agro Business, je ne doute pas de la compétence de ses employeurs mais par contre Philippe Demoorloese qui est à la fois vendeur des équipements du projet et à la fois utilisateur du même équi-

pement pour bien cacher les insuffisances du matériel vendu au Gouvernement Congolais. C'est une personne *NON GRATA* Il a vendu des équipements toujours au Gouvernement en 2019 au Ministère de l'agriculture et des Infrastructures à des prix excessifs.

Vous qui êtes au pays, à Kinshasa, allez voir le contrat du Programme Volontariste Agricole au Ministère de l'agriculture et vous en sortirez malade. Dans quel pays ou société peut commander des pièces de rechange pour 10M\$ alors que les équipements sont encore neufs. Ne voyez pas seulement le dossier de 300 bus ! Il y a le dossier Fly Congo, le dossier des camions KAMAZ commandé au nom de l'Office des Routes mais livré à l'armée, permettant ainsi de contourner l'embargo international.

Christian Lusakweno maîtrise très bien le dossier de Demoorloese.

Le deuxième contrat du Programme Volontariste Agricole signé sous le parrainage de Vital Kamerhe

avec qui ils ont eu plusieurs deal.

La chute de la Minière de Bakwanga où DEMIMPEX avait livré des engins de sixième main!

Une société qui était DEMIMPEX, DEM ÉQUIPEMENTS, SDIAG, DEM RDC, DEM ÉQUIPEMENTS MAURITIUS.

Ouvrons les yeux sur le Programme Volontariste Agricole et sur la société BIO AGRO BUSINESS.

C'est l'argent des contribuables. Le Ministre Joseph Antoine Kasongo maîtrise l'agriculture et comprend la magouille qui s'était fait. Il ne va tomber dans le piège du troisième contrat du Programme Volontariste Agricole.

Philippe Demoorloese agit avec la bénédiction et protections de certains Congolais extrêmement puissants, gérant maintenant tout dans l'ombre.

Son équipe de mafieux est constituée des Congolais.

Mediapart

Denis Mukwege tonne contre le manque de justice pour les crimes en RDC

Malgré les menaces de mort, le docteur Denis Mukwege est loin d'être découragé. Le prix Nobel de la paix congolais est apparu en vidéoconférence depuis Bukavu lors d'une session de la commission droits de l'homme du Parlement européen. Il n'en démord pas : sans juger les crimes du passé, les violations des droits de l'homme vont continuer de se multiplier dans son pays.

Bien loin d'être intimidé par les menaces qui pèsent sur lui, le docteur Mukwege insiste

sur la gravité de la situation des droits humains dans son pays. Il cite les chiffres du dernier rapport du Bureau des Nations unies aux droits de l'homme de l'ONU sur les six premiers mois de l'année. « En moyenne, huit civils sont tués chaque jour dans le cadre des conflits, c'est énorme. Et bien souvent, ce sont les femmes et les enfants qui sont les principales victimes. Jour après jour, mois après mois, année après année, de nouvelles violations des droits humains sont documentées, rapportées et analysées. »

Pour le docteur Mukwege, c'est parce que les bourreaux d'hier se cachent encore au sein des armées et des institutions de la RDC et des pays de la région que ces violations se perpétuent. Il appelle à la création d'un tribunal pénal international qui puissent juger non seulement les crimes des deux guerres, mais que son mandat s'étende jusqu'à aujourd'hui. « Le manque de volonté politique et la réalpolitik ont trop longtemps primé sur le besoin et la soif de justice et de vérité. C'est dans ce contexte que les

massacres se poursuivent. Cette situation qui fait honte à notre humanité commune ne peut plus durer. »

Le prix Nobel de la paix a salué l'initiative du président Tshisekedi - « homme politique sans lien avec les crimes du passé », a-t-il souligné - d'opter pour la mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle. Mais début août, le chef de l'État s'était plaint du peu d'avancées sur ce projet à l'étude au niveau du gouvernement.

RFI

Gentiny Ngobila a posé la première pierre de la construction du marché moderne de Matadi-Kibala ce mardi

Le gouverneur de Kinshasa, Gentiny Ngobila, a posé ce mardi 1er septembre 2020, la première pierre de la construction du marché moderne Matadi-Kibala dans la commune de Mont-Ngafula. Il s'agit d'un marché moderne d'une capacité d'accueil de 1300 personnes et dont le coût total est évalué à 5.044.631 dollars américains.

Les travaux devraient démarrer après le déménagement des marchands qui occupent actuellement ce marché. Cette œuvre sera matérialisée par le Programme d'Appui aux Pôles d'Approvisionnement de Kinshasa (PAPAKIN) qui a lancé le projet pour les petits producteurs maraîchers, les différents vendeurs des vivres et non vivre

grâce au financement du Fonds international de Développement Agricole (FIDA).

Popaul Kizungu, Coordonnateur national de PAPAKIN, explique que ce projet vise à accroître les recettes des petits producteurs. Les bailleurs ont également ajouté une année de plus à ce projet afin d'achever la construction du marché moderne de Matadi-Kibala.

"L'objectif dudit projet vise l'accroissement des revenus des paysans producteurs. Ici, au niveau du marché, nous sommes satisfaits de savoir que le chantier que nous commençons va le servir plus tard en ce que les pertes des récoltes, ils ne les connaîtront plus. Ce qui va leur permettre

de récupérer quelques revenus. Le programme achève ses activités d'ici la fin d'octobre, mais nous avons obtenu des bailleurs une année de plus pour achever cet ouvrage.", Popaul Kizungu, Coordonnateur national de PAPAKIN.

Pour sa part, Gentiny Ngobila a lancé un appel à l'ordre aux administrateurs du marché et bourgmestre de Mont-Ngafula afin revoir la gestion de ce lieu de négoce.

Le Chef de l'exécutif aussi expliqué que 5 autres marchés seront construits par PAPAKIN en plus de ce que le gouvernement provincial va construire. Gentiny Ngobila a annoncé la pose de la première pierre de la construction du marché "Type

K" dès la semaine prochaine.

" Il n'y aura plus un seul marché ici à Kinshasa qui pourra se comparer à celui qui sera construit ici. Avec PAPAKIN, nous avons un projet de construire de 5 marchés modernes ici à Kinshasa. Nous-mêmes, le gouvernorat, nous avons un projet de construire les autres marchés. Dès la semaine prochaine, nous irons poser la première pierre au marché type K", a dit l'autorité urbaine.

Parmi les travaux prévus, il y aura des galeries marchandes ; des entrepôts de stockage, des chambres froides positives, des échoppes modernes, un bâtiment administratif ; des blocs sanitaires ; des points d'eau et un parking et différents aménagements.

Les députés provinciaux de Kinshasa, les membres du gouvernement provincial, le représentant du ministre national d'Agriculture et quelques membres du cabinet du gouverneur ont pris part à cet événement.

Auguy Mudiayi

Le héros du film Hotel Rwanda, passé à l'opposition, arrêté à Kigali

Sur toutes les rumeurs qui traversaient Kigali depuis des jours, portant entre autres sur la santé du président Kagame ou les raisons de la sortie de James Kabarebe contre le Docteur Mukwege, c'est une certitude qui l'a emporté, relançant un autre train d'interrogations : Paul Rusesabagina, arrêté au Rwanda, se trouve en garde à vue dans un commissariat de Remera, l'un des quartiers de la capitale. Cette information a été rendue publique par un communiqué laconique publié par le Rwanda Investigation Bureau qui rappelle que l'ancien patron de l'hôtel des Mille Collines est soupçonné d'être le fondateur et l'un des principaux financiers de groupes armés, dont le MCRD (Mouvement rwandais pour le changement démocratique) et le PDR-Ihumure (parti pour la

démocratie), deux formations qui opèrent au départ des pays voisins du Rwanda sont qualifiées de « groupes terroristes adeptes de la violence » par le RIB.

Le personnage de Paul Rusesabagina est connu dans le monde entier depuis que son histoire inspira le film Hôtel Rwanda, avec Don Cheadle dans le rôle principal. En 1994, alors qu'il était directeur par interim de l'hôtel des Mille collines, Paul Rusesabagina avait joué un jeu double, qui avait sauvé plus de 1200 Tutsis qui tentaient d'échapper aux massacres. En effet, alors qu'au dernier étage de l'hôtel de luxe, propriété de la Sabena, les officiers et politiciens extrémistes multipliaient les réunions et orchestraient le génocide, dans les étages inférieurs s'entassaient des Tutsis menacés de mort et des

personnalités politiques « modérées ». En accord avec les directives de la compagnie aérienne, données depuis Bruxelles, Paul Rusesabagina accueillait tout le monde, mais contre promesse de paiement et par la suite des factures furent envoyées par la société à ceux qui avaient survécu.

Avec efficacité et courage, le directeur de l'hôtel avait caché ces hôtes terrorisés jusqu'à leur évacuation vers les zones contrôlées par le FPR. Depuis le film Hôtel Rwanda, qui raconte son histoire, Paul Rusesabagina était considéré comme un héros dans les pays occidentaux et il reçut plusieurs prix, mais au Rwanda, il n'allait pas tarder à apparaître comme un opposant.

Réfugié en Belgique, cet homme astucieux et débrouillard monta des compa-

gnies de taxi, embauchant nombre de ses compatriotes, puis déplaça ses affaires aux Etats Unis.

Devenu un opposant déclaré au régime, il mit au service de l'opposition ses relations et ses moyens financiers et fut très rapidement accusé de financer des groupes armés appuyant l'opposant numéro un au régime de Kigali, le général Kayumba Nyamwasa, un ancien responsable de la sécurité du FPR et compagnon de maquis de Kagame. Depuis l'Afrique du Sud où il est réfugié, Kayumba, qui a fondé le RNC (Rwanda National congres) a échappé à plusieurs tentatives d'assassinat et il organise des milices opérant entre l'Ouganda, le Sud Kivu et le Burundi.

Paul Rusesabagina, opposant déclaré au régime de Kigali, faisait l'objet d'un man-

dat d'arrêt international justifié par de nombreuses charges, dont des incendies criminels, des assassinats ciblés, des actes de terrorisme perpétrés contre des civils. Le porte parole du Rwanda Investigation bureau, Thierry Murangira, a refusé de nommer les pays qui avaient permis la capture de l'opposant, invoquant seulement « la coopération internationale ». Rusesabagina voyageait régulièrement aux Etats Unis et en Belgique où se trouvaient ses affaires mais aussi dans les pays d'Afrique centrale voisins du Rwanda, dont la RDC et le Burundi. A noter que plus de 1800 réfugiés burundais qui se trouvaient dans un camp situé dans le sud du Rwanda ont actuellement amorcé un mouvement de retour vers leur pays d'origine. ..

Colette Braeckman

Décès de Delphin Kahimbi

Les conclusions de la commission d'enquête remises au chef d'état-major Célestin Mbala

La commission d'enquête sur la mort mystérieuse du patron des renseignements militaires, le général Delphin Kahimbi, a publié ses conclusions, mardi 1er septembre 2020 à Kinshasa, au chef d'Etat-major Célestin Mbala lors d'une cérémonie à l'Etat-major des FARDC, dans la commune de Ngaliema.

Dans un communiqué de presse du 06 août 2020, la Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP) s'est dit inquiète de l'insécurité grandissante dans la famille du général Delphin Kahimbi.

Selon le même communiqué, les proches du général Kahimbi seraient détenus et subiraient des menaces.

C'est, d'abord, le neveu Olivier Makita, âgé de

23 ans, qui a été arrêté le 23 juin 2020 et mis en détention à l'ANR. Il serait impliqué dans la mort de son oncle.

Ensuite, il y a son pasteur Jérémie Kumuina, âgé de 38 ans, arrêté le 03 juillet 2020, au motif que le numéro de Mme Nkoy se trouvait sur son phone.

Delphin Kahimbi a été retrouvé mort à son domicile, vendredi 28 février 2020.

Le général-major Marcel Mbangu avait été désigné par le chef d'Etat-major général des Forces



Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), le général Célestin Mbala Munsense, pour diriger la commission d'enquête chargée

d'élucider les circonstances de la mort du général Kahimbi.

Sa veuve Brenda Nkoy Okale a été convoquée par la commission

d'enquête dans le cadre des auditions pour élucider les circonstances de la mort très suspecte du général Delphin Kahimbi.

Thierry Mfundu

Présidentielle en Côte d'Ivoire

La candidature de Gbagbo déposée à la Commission électorale

La coalition pro-Gbagbo Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (EDS) a déposé lundi à la Commission électorale indépendante (CEI) la candidature de l'ex-président Laurent Gbagbo, toujours en liberté conditionnelle en Belgique, à la présidentielle du 31 octobre 2020. « Nous venons de déposer le dossier de candidature de notre référent politique, le président Laurent Gbagbo, le père de la démocratie en Côte d'Ivoire que nous avons sollicité pour être notre candidat à la présidentielle », a affirmé Georges-Armand Ouégnin, président de la plateforme EDS à sa sortie de la CEI.

Gbagbo, qui ne s'est encore jamais prononcé publiquement sur sa candidature, est toujours en Belgique dans l'attente d'un éventuel procès en appel devant la Cour pénale internationale, qui l'a acquitté en première instance de l'accusation de crimes contre l'humanité. Il a le droit de voyager à condition que le pays d'accueil accepte sa présence, mais il n'a pour le moment pas de passeport.

Gbagbo a été radié des listes électorales en raison de sa condamnation en janvier 2018 à 20 ans de prison par la justice ivoirienne

pour l'attaque de la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le cadre de la crise post-électorale de 2010-2011.

Ouégnin a attribué cette radiation à des « manoeuvres juridico politiques » alors que des sources judiciaires estiment que la candidature a peu de chances d'être validée.

« Le Conseil constitutionnel aura la lourde responsabilité de se prononcer sur la validité de la radiation » et de statuer sur l'éligibilité de M. Gbagbo, a conclu M. Ouégnin qui a aussi réclamé « la libération de tous les prisonniers politiques » et le « retour des exilés politiques avec à leur tête Laurent Gbagbo ».

Si les trois candidatures sont validées, les Ivoiriens retrouveraient au premier tour de la présidentielle M. Gbagbo, 75 ans, le président



sortant Alassane Ouattara, 78 ans, qui brigue un troisième mandat controversé et l'ancien président Henri Konan Bédié, 86 ans. Ces trois hommes étaient candidats au premier tour de la présidentielle de 2010 qui avait débouché sur la crise post-électorale ayant fait 3.000 morts.

Les candidats ont jusqu'à lundi minuit pour déposer leurs dossiers et ne doivent pas être nécessairement présents physiquement.

Des proches de l'ancien chef rebelle et Premier ministre Guillaume Soro, également à l'étranger et sous le coup d'une condamnation par la justice ivoirienne, devaient déposer son dossier en début d'après-midi.

France

Charlie Hebdo republie les caricatures de Mahomet qui en avaient fait la cible des djihadistes

Charlie Hebdo republie les caricatures de Mahomet qui en avaient fait une cible des djihadistes, a annoncé mardi 1er septembre le journal avant l'ouverture du procès de l'attentat qui a fait 12 morts en janvier 2015.

« Nous ne nous couchons jamais. Nous ne renoncions jamais », justifie le directeur de l'hebdomadaire satirique, Riss, dans le numéro dont la couverture reprend ces caricatures, en kiosques mercredi 2 septembre et accessible en ligne mardi à midi.

Ces douze dessins, publiés initialement par le quotidien

danois *Jyllands-Posten* le 30 septembre 2005, puis par *Charlie Hebdo* en 2006, montraient le prophète portant une bombe au lieu d'un turban, ou en personnage armé d'un couteau flanqué de deux femmes voilées de noir.

« Tout ça pour ça » Outre ces caricatures danoises, la une du prochain *Charlie Hebdo*, sous le titre « Tout ça pour ça », reprend également une caricature du prophète signée par son dessinateur Cabu, assassiné dans l'attentat du 7 janvier 2015.

« On nous a souvent demandé depuis janvier 2015 de

produire d'autres caricatures de Mahomet. Nous nous y sommes toujours refusés, non pas que cela soit interdit, la loi nous y autorise, mais parce qu'il fallait une bonne raison de le faire, une raison qui ait un sens et qui apporte quelque chose au débat », a expliqué la rédaction du journal, dans un article publié au sein du même numéro.

« Reproduire cette semaine de l'ouverture du procès des attentats de janvier 2015 ces caricatures nous a alors semblé indispensable », ajoute l'équipe de *Charlie Hebdo*.

Guinée

Le président Alpha Condé candidat à un troisième mandat



Le président guinéen Alpha Condé sera candidat à un troisième mandat lors du scrutin prévu le 18 octobre, a indiqué lundi son parti, alors que la perspective d'une nouvelle candidature a soulevé depuis des mois une vague de protestation qui a fait des dizaines de morts. Le parti au pouvoir, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG) l'avait « sollicité » début août pour qu'il se représente. A 82 ans, Alpha Condé, élu en 2010 et réélu en 2015, avait dit « prendre acte », sans formellement s'engager, mais en demandant à sa formation et à ses alliés de s'engager sur un programme centré sur les femmes, les jeunes et les plus démunis.

« Si vous voulez que j'accepte votre proposition, il faut que vous vous engagiez à ce que le RPG devienne ce qu'il était, un parti qui n'oublie personne », avait-il déclaré aux délégués de sa formation.

Les partis de la majorité ont soumis au président une « proposition de pacte » pour l'application de ce programme, a indiqué le RPG dans un communiqué lu dans la soirée à la télévision nationale RTG.

« Nous avons l'immense privilège et le bonheur d'informer la

population guinéenne que celui-ci a accédé à notre demande. Le président Alpha Condé sera bien notre candidat à l'élection présidentielle du 18 octobre 2020 », indique ce communiqué lu par le directeur-général de la RTG.

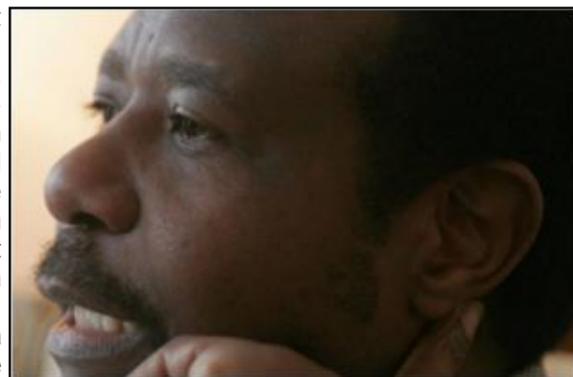
La Constitution guinéenne limite le nombre de mandats présidentiels à deux, mais l'adoption en début d'année d'une nouvelle loi fondamentale, qui maintient cette limitation, lors d'un référendum boycotté par l'opposition, permet à M. Condé de remettre les compteurs à zéro, affirmaient depuis des mois ses partisans. Alpha Condé a, à de nombreuses reprises, critiqué cette limitation, la qualifiant d'injuste.

Nous « avons invité le chef de l'Etat à briguer un nouveau mandat comme l'autorise la nouvelle Constitution », a affirmé lundi sans ambiguïté le RPG dans son communiqué. Lancée en octobre 2019 par le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), formé des principaux partis d'opposition et d'organisations de la société civile, la mobilisation contre un éventuel troisième mandat d'Alpha Condé, plusieurs fois réprimée, a fait des dizaines de morts parmi les manifestants.

Alpha Condé, ancien opposant historique, est devenu en 2010 le premier président démocratiquement élu après des décennies de régimes autoritaires dans cette ancienne colonie française d'Afrique de l'Ouest, où plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté malgré la richesse de son sous-sol. AFP

Rwanda: arrestation de l'opposant Paul Rusesabagina

L'opposant rwandais Paul Rusesabagina, héros controversé du film « Hôtel Rwanda », a été arrêté au Rwanda et se trouvait lundi en garde à vue au commissariat de Remera, à Kigali, a annoncé



lundi le Bureau d'investigation du Rwanda (RIB) sur Twitter. Devenu l'un des opposants en exil les plus emblématiques au régime du président Paul Kagame, Paul Rusesabagina avait été pendant le génocide de 1994 contre les Tutsi le directeur par intérim de l'hôtel des Mille Collines à Kigali, où quelque 1.200 personnes menacées par les massacres avaient trouvé refuge. Son histoire avait été portée à l'écran en 2004 dans le film « Hôtel Rwanda ».

Selon le RIB, « Paul Rusesabagina est soupçonné d'être le fondateur, le leader, et le principal financier de groupes armés terroristes adeptes de la violence, dont le MRCD (Mouvement rwandais pour le Changement dé-

mocratique) et le PDR-Ihumure (Parti pour la Démocratie), qui ont sévi dans toute la région ainsi qu'à l'étranger ».

Le Rwanda Investigation Bureau évoque une arrestation permise par la « coopération internationale », selon l'hebdomadaire français 'Jeune Afrique'.

Selon Kigali, M. Rusesabagina « faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour diverses charges dont le terrorisme, des incendies criminels, le kidnapping et le meurtre perpétrés contre des civils rwandais innocents sur le territoire du Rwanda ».

En novembre dernier, l'ambassade du Rwanda à Bruxelles avait affirmé que M. Rusesabagina séjournait en Belgique. Belga

Coronavirus: Alger assouplit le confinement

L'Algérie a décidé lundi d'assouplir les mesures de confinement adoptées pour empêcher la propagation du nouveau coronavirus, réduisant le nombre des préfectures soumises à un couvre-feu et rouvrant crèches, librairies et musées, après une baisse des contaminations. Le nombre des wilayas (préfectures) où un couvre-feu est en vigueur de 23H00 à 06H00 passe de 29 à 18, sur un total de 48, à la faveur d'une « nette amélioration » de la situation sanitaire dans ces préfectures, ont indiqué les services du Premier ministre dans un communiqué.

Selon le dernier bilan du mi-

nistère de la Santé, près de 45.000 infections ont été recensées en Algérie depuis l'enregistrement du premier cas le 25 février, dont 348 au cours des dernières 24 heures (contre un record de 675 le 26 juillet). Parmi les préfectures où est maintenu le couvre-feu figurent la capitale Alger, Oran (nord-ouest), Blida et Bejaïa (nord), principaux foyers de la pandémie.

Le gouvernement a également autorisé la réouverture « des crèches et garderies d'enfants avec la mise en oeuvre stricte d'un protocole sanitaire (devant comporter notamment, l'utilisation, dans un premier temps, de 50% des capa-

cités d'accueil de ces établissements et le respect de la distanciation physique », selon le communiqué.

L'ensemble du personnel des crèches devra se soumettre à un test de dépistage et porter un masque sanitaire.

Est aussi prévue l'ouverture des bibliothèques, des salles de lecture et des musées en respectant les mêmes protocoles.

En revanche, l'interdiction de tous les rassemblements –notamment à l'occasion des mariages et des circoncisions mais aussi les manifestations politiques–, est maintenue.

Les écrivains Youssef Branh et Manu Tende honorés par le forum international littéraire «Motivationalstrips»

Le forum international littéraire «*Motivationalstrips*», en collaboration avec la structure littéraire du gouvernement indien, «*Gujjarat Sahitya Academi*» vient de décerner le certificat d'honneur, aux écrivains congolais Manu Tende et Youssef Branh, à l'occasion du 74^{ème} anniversaire de l'Indépendance de l'Inde et de la célébration de l'excellence littéraire mondiale.

Selon le poète Youssef Branh qui a confié cette nouvelle lundi à l'ACP, ces certificats d'honneurs confirment l'étendu du talent des plumes congolaises méconnu loca-

lement, dans les quatre coins du monde sur la toile.

Il a indiqué que 350 écrivains issus de 80 pays ont également été honorés, avant d'ajouter que c'est pour la première fois que deux entités littéraires de renommée mondiale fusionnent pour identifier des talents nationaux et internationaux où les meilleurs écrivains ont été sélectionnés.

Le «*Motivationalstrips*» est un forum littéraire mondial regroupant des écrivains issus de 164 pays, avec plus de 7.3 millions de visiteurs mensuel sur sa page renseignements. ACP

Le boulevard Tshatshi, un lieu touristique exemplaire de valorisation de l'art

Le boulevard Tshatshi dans la commune de Gombe, constitue un milieu touristique exemplaire en matière de valorisation des œuvres d'art modernes comme traditionnelles, a déclaré lundi lors d'un entretien avec l'ACP, le céramiste Serge Mwela, expert en conservation et restauration des œuvres d'art.

Selon lui, ce tronçon routier allant du Pullman Hôtel de Kinshasa au ministère de l'Intérieur et sécurité, fait objet d'attraction du public tous les week-ends à cause de nombreuses statues installées le long du parcours.

Il donne également au public l'occasion de découvrir les réalisations des artistes de renommés de l'art congolais à l'instar des statues en cuivre «*le danseur mukongo*» et «*Losendjola*» respectivement des sculpteurs feu Me André Lufua et Ngundimosi, qui reflètent de manière générale la pureté de l'art traditionnel et des valeurs de la culture congolaise

A cet atout touristique, s'ajoute la beauté des habitations qui se trouvent tout au long de ce boulevard et l'entretien permanent, l'image de ces statues démontrent le travail de



l'homme africain et sa véracité.

Pour lui, le gouvernement à travers les ministères de la Culture et du Tourisme devrait collaborer avec les artistes congolais pour la modernisation et l'embellissement des artères principales des villes du pays, en aménageant surtout des œuvres monumentales en céramiques, en sculptures ou encore en peinture. Des tronçons tels que le boulevard Lumumba, le boulevard du 30 juin, les devantures du Palais du peuple, le stade des Martyrs, le rondpoint Moulaert devraient bénéficier de ce type d'embellissement, a-t-il souhaité. ACP

La Socoda récompense les artistes en règle

C'est depuis le 13 août 2020, le processus de répartition des droits d'auteurs des artistes pour le 1^{er} semestre de l'année en cours se poursuit en toute tranquillité, au nouveau siège de la Socoda à Kinshasa/Gombe.

Supervisée par son Directeur Général, Michel AGU, cette opération se déroule sans croquer à jambe à la grande satisfaction des 200 ayants-droits. A ce jour, apprend-on des sources proches de cette société, plus de 100 artistes ont déjà touché leur dû à tour de rôle, tout en respectant des règles barrières. C'est dans ce cadre que la Socoda procède au paiement d'un lot de 50 artistes pour

éviter l'engouement pouvant créer le viol des mesures contre la Covid-19.

Avec sourire aux lèvres, au sortir des installations de la Socoda, Adios Alemba, producteur et éditeur s'exprime en ce terme : «*J'entends parler de la Socoda depuis l'Europe où je réside. Contrairement à tout ce que nous lisons sur Internet, je pense qu'il y a eu vraiment une amélioration sur le plan administratif*».

Il a ajouté qu'il reste certains points à revoir en termes de répartition qui doit vraiment être équitable. «*Nous allons apporter notre expertise en la matière afin que les choses se modernisent*», a-t-il promis.

B.J.D

JB Mpiana, un artiste-prophète dans la musique congolaise

La musique, il est vrai, adoucit les mœurs, détend les esprits, égaye l'existence humaine. Mais lorsque la musique commence à rimer avec la prédication du futur, elle devient encore plus extraordinaire, plus intéressant.

Nous en voulons pour exemple, la sève succulente que distille l'artiste Jean-Bedel Mpiana Tshituka à travers ses œuvres enregistrées, lesquelles ont longtemps cessé d'être des simples mélodies musicales pour devenir des véritables chefs-d'œuvre à même d'emballer n'importe quel être.

Durant sa fructueuse carrière d'artiste, le patron du groupe Wenge Bon Chic Bon Genre s'est démarqué de ses collègues musiciens en composant toutes sortes de chansons, notamment des chansons prophétiques (Kin Ebouger, Jeanpy Pipina, Titanic, ...) lesquelles ont annoncé des choses à venir, et édulcoré l'existence humaine de l'ex-Zaïre. Ces choses se sont effectivement réalisées.

Ce n'est pas du tout, puisqu'il s'est également fait remarquer dans des compositions anthologiques (Feux de l'amour), philosophique (Chantal Lwemba), moraliste (Bana Lunda), rassembleur (RDC), réconciliatrice (Esau), éducative (Education), lyrique (Cavalier solitaire) poétique (J'suis là)... arrêtons-nous là car la liste ne sera jamais exhaustive.

JB Mpiana n'est pas seulement le « prophète » de la musique congolaise moderne, il est aussi le faiseur des rois, l'éducateur par

excellence, le grand conseiller du peuple et le peintre de la société congolaise.

C'est un artiste stable, pétri des talents exceptionnels, constant et fidèle à ses collaborateurs et à ses partenaires.

Il a chanté en plusieurs langues dont le français, le portugais, tshiluba, kikongo, lingala et bambara, et compte dans son actif un disque d'or (Feux de l'amour). Premier artiste-musicien de sa génération à se produire dans la salle mythique de Zénith de Paris, il a contribué à travers la chanson bien-sûr, à l'élévation de bien des personnalités politiques congolaises jadis incognitos. Dès son âge, on a décelé en lui des germes de leader.

Déjà à cette époque, ses amis l'avaient surnommé « Bokassa » l'empereur de la RCA, sans doute à cause de son prénom de Jean-Bedel, le même nom que celui du Président centrafricain. Aujourd'hui, ces germes se matérialisent, notamment à travers des surnoms qui lui collent, affectueusement à la peau tels que Souverain Ier, le grand leader charismatique, Marechal Mukulu et Salvatora de la patria.

JB Mpiana n'est pas un artiste ordinaire. C'est quelqu'un qui est venu à l'existence pour être artiste.

Car, à part les études universitaires qu'il a fait, du moins pour des formalités, tout ce qu'il fait gravite essentiellement autour de l'art, et donc de la musique.

Beni Joël Dinganga

Bientôt Fleury Fleur sur scène pour la promotion de «Bébé ya 53 ans»

En attendant la sortie sur le marché du disque de «*Fleury Chante Wazekwa*», le chanteur Fleury Fleur se dit prêt à des productions scéniques pour promouvoir son deuxième titre «*Bébé ya 53 ans*».

C'est sur la demande des mélomanes européens que cet adorateur répondra aux exigences de ceux qui préfèrent la rumba congolaise. Ces productions seront dans le cadre de la promotion de ses deux titres signés dans Cultura Pays Vie «*Premier soin*» et «*Bébé ya 53 ans*» et de son prochain opus «*Fleury chante Wazekwa*».

Selon l'artiste, au cours de ces productions, il ne manquera pas d'immortaliser Félix Wazekwa en interprétant ses chansons à succès. Une façon pour lui de rendre honneur à celui qu'on appelle Monstre d'amour son patron.

Concernant l'album «*Fleury chante Wazekwa*», les travaux du studio s'achèment petit à petit vers la fin, il s'active au mixage et à des petites corrections. Les affiches annonciatrices de cet opus seront disponibles à la deuxième quinzaine du mois d'octobre prochain.

B.J.D

Ruth Misamu désormais l'épouse de quelqu'un

La fille unique de la chanteuse Marie Misamu, Ruth Misamu, vient de franchir l'étape la plus importante de sa vie. C'est-à-dire qu'elle vient de se marier. Et, est devenue l'épouse de quelqu'un.

A en croire les images postées sur les réseaux sociaux, il s'agit d'un mariage coutumier réunissant la famille des époux et leurs proches.

Ruth Misamu a jusque-là posté sur sa story Instagram les publications de ses proches qui la félicitent. Le nom de l'époux ainsi que le lieu de la célébration de son mariage, n'ont pas été révélés.

Pour rappeler, Ruth Misamu s'était lancée sur les traces de sa mère en vue de pérenniser l'œuvre de sa défunte mère Marie Misamu. Elle s'était déterminée à faire entendre au loin le son de sa voix, de sa musique qui ne manque nullement de captiver plus d'un mélomane.

Loin de se fatiguer, Ruth Misamu a déjà écrit «*Fanda na yo*», une chanson en reconnaissance à sa défunte mère.

Retenons que c'est en novembre 2018, c'est-à-dire : deux ans après la disparition de sa mère que Ruth avait, après plusieurs tâtonnements, pris la résolution d'embrasser la carrière musicale enfin de pérenniser l'héritage que lui a légué sa mère.

B.J.D

TP Mazembe : annoncé en fuite, Glody Likonza fixe l'opinion

Le jeune joueur du TP Mazembe est sujet de plusieurs informations depuis le lundi dernier. Actuellement à Kinshasa, Glody Likonza est annoncé en partance pour Primeiro d'Agosto (Angola) à l'insu de son club. Telle une bombe, cette révélation défraie la chronique et le joueur a été amené à apporter sa lumière sur ce qui est dit sur lui.

Le milieu de terrain formé à la KFA, académie de Moïse Katumbi a démenti les informations faisant état de sa fuite. « J'ai lu ce matin des informations m'attribuant une fuite imaginaire, faux et archi-faux », aborde-t-il sur sa page Facebook.

Le meneur de jeu du TP Mazembe poursuit son démenti en précisant : « Je suis à Kinshasa pour des raisons personnelles et familiales.



J'avais signalé aux dirigeants que je serai à Lubumbashi cette semaine ». Il reconnaît tout l'intérêt de Primeiro d'Agosto. « Je respecte beaucoup D'Agosto qui m'avait sollicité depuis très longtemps. Chose nor-

male. Je leur ai demandé de négocier normalement avec mon club le TP Mazembe », a déclaré le jeune joueur tout en dénonçant la manière dont son image a été sapée par ces rumeurs.

Footrdr.com

Interclubs CAF : Le calendrier de la saison 2020-2021 dévoilé

Le calendrier de la saison 2020/2021 des compétitions interclubs de la CAF a été finalisé.

Fenêtre d'engagement : 1er septembre - 20 octobre 2020

Les Associations Membres (AMs) sont invitées à inscrire leurs

représentants sur le système de gestion des compétitions de la CAF (CMS) conformément aux scénarios suivants :

- Pour les AMs ayant terminé la saison 2019/2020, les équipes engagées seront les équipes qualifiées des compétitions nationales pour 2019/2020 conformément aux critères d'engagement énoncés dans les articles 2 et 3 du chapitre 4 des règlements.

- Pour les AMs qui n'ont pas complété la saison 2019/2020 mais ont homologué le classement des compétitions nationales 2019/2020 ou défini des critères pour déterminer leur classement, les équipes engagées à la saison prochaine des compétitions interclubs de la CAF seront

les équipes qualifiées des compétitions nationales 2019/2020 conformément aux critères d'engagement énoncés dans les articles 2 et 3 du chapitre 4 des règlements.

- Pour les AMs qui n'ont pas complété la saison 2019/2020 et ont annulé ladite saison, les équipes engagées seront les mêmes représentants de la saison Interclubs 2019/2020 en tenant compte de l'allocation de places pour chaque association.

- Pour les AMs qui n'ont pas terminé leur saison avant la date limite d'engagement susmentionnée, il leur sera demandé de choisir l'un des critères susmentionnés pour déterminer leur(s) représentant(s) sous réserve de l'approbation de la CAF.

Cafonline

Chassé du Barça, Suarez s'éloigne du PSG



Où jouera Luis Suarez la saison prochaine ? La Juventus semble prête à lui offrir un point de chute prestigieux.

Ronald Koeman, nouveau coach du Barça, ne veut plus entendre parler de Luis Suarez. L'Uruguayen est cordialement invité à se trouver un nouveau club cet été et selon les médias italiens, l'ancien joueur de Liverpool est en passe d'y parve-

nir. La Juventus aurait en effet débuté les tractations avec l'entourage du joueur. mais la partie ne s'annonce pas facile. Le buteur émarge à 15 millions d'euros par saison à Barcelone, lui dont le bail s'achève en juin prochain. La Gazzetta Dello Sport affirme que la Juve a exhorté le joueur à se libérer de son contrat avec le Barça et a mis en avant la fiscalité italienne, de nature à favoriser un tel transfert et à séduire « El Pistolero ». Attention à ne pas s'emballer trop vite cependant. Edin Dzeko (AS Rome) coûterait moins cher que Suarez et plairait à Andrea Pirlo, le nouveau boss piémontais. De son côté, Suarez ne dirait pas non à une approche du PSG. foot365

Guardiola aurait demandé à Messi... de rester au Barça



Pep Guardiola se serait entretenu avec Leo Messi, mais la teneur des propos du coach espagnol n'est pas celle à laquelle on pouvait s'attendre.

Lionel Messi veut plus que jamais quitter le Barça et une réunion de la dernière chance serait prévue mercredi. En attendant, La Pulga discute avec Pep Guardiola, qu'il pourrait bien rejoindre à Manchester City selon différents médias. Or, le coach espagnol aurait conseillé au natif de Rosario de... rester au Barça. L'entraîneur citizien aurait ainsi confié à Messi qu'il ferait mieux de rester en Catalogne et de terminer sa carrière dans le club où il est passé professionnel et où il est, accessoirement, devenu un mythe. En tout cas, selon les informations de *Mundo Deportivo*, qui rappelle que Manchester City, surveillé de près par le Fair-Play Financier, aura beaucoup de mal à financer une offre pour le joueur. Ce dernier devrait d'abord trouver un accord juridique avec le Barça afin de partir comme joueur libre.. foot365

Les 10 raisons qui poussent Leo Messi à quitter le BARÇA

Mais qu'est-ce qui pousse Messi à partir ? La Pulga a des raisons parfaitement légitimes de demander un bon de sortie du Barça.

Raison N°1

Le délai pour notifier au club son désir de partir a été prolongé en raison du retard à la fin de la saison. La date limite du 10 juin précédente n'est plus valide. Légalement, Messi est donc actuellement dans une situation idéale pour partir.

Raison N°1

Le délai pour notifier au club son désir de partir a été prolongé en raison du retard à la fin de la saison. La date limite du 10 juin précédente n'est plus valide. Légalement, Messi est donc actuellement dans une situation idéale pour partir.

Raison N°2

Il n'y a pas de clause libératoire de 700 millions d'euros sur la dernière année de son contrat.

Raison N°3

Josep Maria Bartomeu a déclaré dans plusieurs interviews que Messi pouvait partir quand il le voulait.

Raison N°4

Le timing et la manière avec laquelle Ernesto Valverde a été limogé n'ont pas été du goût de Messi.

Raison N°5

Messi pense que c'est la fin d'une époque à Barcelone. Il est d'accord avec l'opinion de Gerard Piqué, qui a exhorté la vieille garde à partir.

Raison N°6

Les problèmes de Messi avec le conseil d'administration. Il n'est pas d'accord avec diverses choses que le club a faites ces derniers mois, comme le scandale des médias sociaux et la baisse des salaires suite à la pandémie de Covid_19..

Raison N°7

La rupture des relations avec d'autres personnalités du club, comme Eric Abidal, qui avait blâmé certains joueurs pour le départ de Valverde.

Raison N°8

Messi et sa famille ont été ciblés lors du scandale des médias sociaux de Barcelone et le joueur a été traumatisé par le fait que la campagne a été pilotée par le club.

Raison N°9

Messi n'a pas l'impression d'être écouté. Il ne croit pas que son opinion sur divers sujets, y compris l'utilisation de La Masia, compte pour le club.

Raison N°10

Le projet de Barcelone n'est pas ambitieux et Messi n'est pas convaincu par l'avenir de l'équipe

V.Club: Etekiama et Tulenge aux entraînements

Un des meilleurs buteurs de l'histoire de l'AS V-club de Kinshasa, Taddy Agiti Etekiama a été aperçu aux entraînements du club. La question qui se pose est celle de savoir si le surnommé "Etuta Ekota" comme l'appellent les moscovites est de retour trois ans après son départ?

Sa présence aux entraînements ne garantit pas son grand retour effectif chez les Dauphins Noirs. " Je ne sais pas beaucoup sur lui mais il s'entraîne avec le club. C'est lundi que la liste définitive sera communiquée et nous saurons ceux qui resteront au club ", estime Nathan Mabruki, ancien portier de DCMF qui s'entraîne également avec V-club.

L'intervention de la direction de communication du club n'en dit pas autrement " Il a été vu aux entraînements bien-sûr. Il est là pour garder sa forme comme tant d'autres joueurs actuellement dans l'équipe en attendant de trouver un endroit où aller. Tous les joueurs qui s'entraînent ne sont pas du club. Il y aura des matchs amicaux au travers lesquels on évoluera leur rendement. Le staff décidera en cas de satisfaction ou pas"

Si Etekiama est vu dans l'entourage des Vert et Noir, il en est de même pour Ricky Tulenge qui a fait son retour au rassemblement. L'ancien capitaine des immaculés ne travaillait pas avec V-club depuis la reprise des entraînements collectifs pour des raisons de conviction personnelle.

Cedrick Sadiki

Elections anticipées

M. Fayulu et Th. Ngoy, nouveau duo contre Fatshi

Ceux qui se ressemblent s'assemblent. Ce proverbe s'applique bien au nouveau deal que tentent de conclure deux candidats malheureux à l'élection présidentielle de 2018, ci-devant Martin Fayulu et Théodore Ngoy, en vue de faire tomber leur tombeur Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Martin Fayulu est loin de digérer son échec à l'élection présidentielle de 2018 remportée par Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. Près de deux ans plus tard, le candidat malheureux continue à se considérer comme le président élu de la Rd-Congo avec une carte de visite estampillée comme tel.

Après avoir fait le tour du monde pour faire entendre sa voix qui réclame toujours la vérité des ur-

nes, le président de l'Ecidé se montre déterminé à faire tomber son tombeur de décembre 2018.

Cela, malgré les sages conseils des décideurs de ce monde.

Ragaillardi par l'accueil reçu dernièrement à son retour au pays l'homme de la vérité des urnes s'est découvert une nouvelle âme de conquérant infatigable et capable de bouleverser la donne politique en Rd-Congo. Flanké de son colistier Adolphe Muzito, Martin Fayulu a, au cours du meeting sur la place Ste Thérèse de la commune de N'Djili, réchauffé sa ritournelle en mettant l'accent cette fois sur l'organisation des élections anticipées qui devront, est-il convaincu, corriger l'imposture de 2018 !

Cette diatribe est intervenue dans un contexte

particulier marqué par des turbulences au sein de la coalition au pouvoir. Le Fcc et le Cach ne se font pas de quartier quand il s'agit d'accusation ou d'incriminations sur la marche de l'Etat. Et pour le faire, les deux alliés n'ont pas leur langue dans la poche. Les incidents se multiplient et donnent l'occasion aux deux partenaires de se rentrer dedans même si de temps en temps ils s'efforcent à sauvegarder tant bien que mal les accords sur lesquels repose leur partage du pouvoir après les élections de 2018.

Alors que le comité de suivi de ces accords venait d'être actualisé pour préparer la rencontre de deux leaders de la coalition, à savoir Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo (Cach) et Joseph Kabila, le jeu de coulisses s'est pour-

suivi sans relâche. Les dossiers apparemment mis en veilleuse sont remontés à la surface avec de nouvelles grandes gueules. Le fonds de commerce étant la destitution du chef de l'Etat pour haute trahison.

C'est le discours qu'a embouché Théodore Ngoy, lui aussi candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2018. Avocat de son état, il s'est improvisé conseil des deux juges de la Cour

constitutionnelle nommés récemment par Fatshi à la Cour de cassation. Ceux-ci auraient rouspété en alléguant qu'ils n'avaient pas été consultés au préalable. Cette affaire a ravivé la tension entre le Fcc et le Cach au point d'offrir une aubaine à tous ceux qui ne jurent que sur la chute de Felix Tshisekedi.

Comme il est de coutume dans les mœurs politiques congolaises, la guerre juridique a repris de plus belle. Les juristes se battent et se contredisent en se retranchant chacun derrière les articles de la Constitution. Bataille des chiffonniers, soutiennent d'aucuns qui se demandent si la Rd-Congo peut prétendre regorger de juristes bien formés !

Théodore Ngoy soutient haut et fort que le chef de l'Etat, par son acte de nomination des deux juges serait passible de haute trahison. Il cite les articles de la Constitution. L'occasion faisant le larron, Martin Fayulu ne s'est pas fait prier deux fois. Il est tombé sur l'occasion pour aller embrasser Théodore Ngoy et lui dire combien tous les deux émettent sur la même longueur d'ondes. LR

Mise en accusation de Tshisekedi

L'UDPS considère Fayulu et Théodore Ngoie comme des exécutants du plan du FCC

Face à la presse ce mardi 1 septembre, le secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Augustin Kabuya, a accusé le Front commun pour le Congo (FCC) d'utiliser l'ancien candidat malheureux à la présidentielle de décembre 2018, Martin Fayulu et Théodore Ngoie pour mettre en exécution leur plan visant à obtenir le départ du Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi.

« Nos amis sont en train de nous distraire parce qu'ils sont en train de planifier quelque chose contre le chef de l'Etat. L'exécutant c'est Théodore Ngoy. Nous sommes au courant de toutes sortes



des manœuvres que nos partenaires planifient. Nous disons bravo, le moment opportun nous allons réagir par rapport à tout ceci. Nous les attendons », a-t-il indiqué à la

presse ce mardi 01 septembre.

Tout en rappelant que le Chef de l'Etat n'a jamais violé la Constitution en nommant les nouveaux juges de la Cour constitu-

tionnelle, Augustin Kabuya a invité Martin Fayulu à la constance.

« Fayulu s'embrouille. Quand on est un homme d'Etat, on doit avoir une

personnalité. On ne peut pas être ballotté par n'importe quel vent. Monsieur Félix Tshisekedi n'a jamais violé la Constitution. Pour se consoler, Fayulu est prêt à embrasser n'importe quelle personne pour faire entendre sa voix », a-t-il ajouté.

Pour rappel, Martin Fayulu a adhéré à l'idée de la mise en accusation du chef de l'Etat proposée au parlement par Théodore Ngoy. Ils accusent le président de la République d'avoir délibérément violé la Constitution en relevant de leurs fonctions, en plein mandat, deux juges de la Cour constitutionnelle.

Eric Wemba